Lutte contre la corruption au mali : “Je continuerai ce combat jusqu’à ce que Nouhoum Tapily démissionne”, dixit Mamadou S. COULIBALY

MALI
355
L'information est l'oxygène des temps modernes
JEUDI 25 AVRIL 2019
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D’INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Patronnât contre Cour Suprême

Mamadou Sinsi Coulibaly attaque le Procureur saisi du dossier

Cité ministérielle : Boubou CISSÉ est le choix du seul IBK

ADP-MALIBA : Aliou Boubacar Diallo reprend les rênes de son parti

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
CANAM
REPUBLIQUE DU MALI

La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Sommaire «

Une

Patronnât contre Cour Suprême : Mamadou Sinsi Coulibaly attaque le Procureur saisi du dossier P.4

Brèves

Cour Suprême : Le Premier ministre rend visite à la quatrième Institution de la République P.7
Grève des cheminots : 115ème jour de grève de la faim, toujours pas de solution P.7
Nafissatou, 22 ans, violée et tuée par son marabout P.7
Lettre de félicitations à Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta pour son choix sur B.C. P.8
Communiqué de la Primature P.8
Formation du gouvernement : Début des consultations P.8

Actualité

Formation en genre : SIRA sensibilise au concept P.10
Lutte contre la corruption au mali : "Je continuerai ce combat jusqu'à ce que Nouhoum Tapily démissionne", dixit Mamadou S. COULIBALY P.11
Application de l'accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali : La phase de rattrapage du processus de DDR accéléré démarre P.12

Politique

Cité ministérielle : Boubou CISSÉ est le choix du seul IBK P.13
Politique : La règle du jeu P.14
Primature : La difficile mission du nouveau premier ministre Boubou Cissé P.15
ADP-MALIBA : Aliou Boubacar Diallo reprend les rênes de son parti P.16

Culture & société

Une victime indienne aux usa : Le témoignage d'une victime d'attaque à l'acide devenue mannequin P.18

International

Grants dans le désert : Le Sahara, l'enfer pour les migrants expulsés d'Algérie P.19
Gabon : Après Riyad, Rabat et Londres, Ali Bongo annoncé dans un autre pays P.20
Beauvais en France : Un lycéen brise la mâchoire de son prof, qui lui demandait d'enlever son bonnet P.21
Déclaration de la plateforme régionale migrafrique P.22
Attentats au Sri Lanka : 359 morts selon un nouveau bilan P.23

Sport

Mercato : Wilfried Zaha, joueur africain le plus cher de l'histoire ? P.24
PSG, Real Madrid... Paul Pogba (Manchester United) cherche la sortie : Paul Pogba, le milieu de terrain français de Manchester United, aurait émis le souhait de changer d'air, a-t-on appris dans les colonnes de L'Equipe P.25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication :** Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougué

P.7

P.12

P.19

Patronnât contre Cour Suprême : Mamadou Sinsi Coulibaly attaque le Procureur saisi du dossier

Ce qui s'est passé ici aujourd'hui, ce n'est pas une affaire ethnique ni une affaire politique.
Moi, je ne m'attendais pas à ce que le secteur privé sorte aujourd'hui pour me défendre au Tribunal. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que nous sommes ensemble, mains dans les mains. Pour cela, je salue le secteur privé, commerçants, artisans, ils sont tous sortis et ont envoyé leurs délégués. Même les localités où j'ai mes champs ont envoyé leurs représentants. Restons encore ensemble. Le combat n'a pas encore commencé. Seules des déclarations ont été faites. Il faut qu'on gagne obligatoirement.
L'ensemble des fonctionnaires du Mali n'atteint pas 70.000 personnes alors qu'on est 20.000.000 d'habitants. Le secteur privé a le plus grand nombre. Ça, c'est une occasion qui nous est donnée pour qu'on satisfasse nos doléances. On ne veut rien d'autre. On ne fait pas de politique, on ne cherche pas à être président ou député. On veut juste travailler tranquillement et en profiter des fruits. S'ils nous donnent cela, ils nous verront plus. Mais tant qu'ils ne nous donnent pas ça, c'est la guerre qui sera enclenchée.
A partir d'aujourd'hui, Tapily doit partir. Le procureur qui nous a convoqué aujourd'hui, doit aussi partir, quitter complètement le Tribunal. Il ne s'agit pas de le muter en commune 2 ou commune 3. Il ne s'agit pas de cela. Qu'il s'en aille de la magistrature même. C'est ce que nous voulons. Il est payé avec notre argent qu'on ne peut plus lui donner. Parce que ce qu'il a fait, ce n'est pas ce que veut le secteur privé. Parce que c'est nous qui payons tout l'argent du pays. Si on parle de deux mille milliards de budget, ça vient du nous. Donc je demande à tout le secteur privé, samedi, que tout le monde envoie ses délégués à la maison de la presse. Le professeur Clément Dembélé est là, il va vous donner la suite du programme. L'heure et tous les autres détails. Que tout le monde sorte pour qu'on puisse avoir suite à notre combat. Sortir simplement dans la rue pour se promener ce n'est pas ça. Qu'il nous écrive que Tapily est parti, pas seulement nous dire qu'il est parti et que Dramane parte, qu'en partant, qu'ils soient exclus de la magistrature même. Sinon on a des beaucoup de choses contre lui aussi qui pourraient provoquer son licenciement de la magistrature. Donc, il faut qu'on reste soudés et que personne ne nous divise.

AMADOU TALL

Abonnez vous à votre **journal numérique**

Malikilé

pour recevoir les dernières informations du moment

Toguna Sangala

Si IBK devait attendre l'accord des acteurs politiques pour nommer son PM, il attendra plusieurs mois. Malienw ka benbaliya !

Amadou SY

Un Ministre malien est payé à 995 000 FCFA net par mois alors que le revenu mensuel moyen en 2019 s'élève à 56 265 FCFA

Malick Konate S'abonner

Monsieur Mamadou Sinsy COULIBALY et son avocat ont été empêchés par les manifestants d'accéder au Tribunal

Gims De Willson

Si tu veux être PM sous ibk faut être un délinquant, Mentir a l'Assemblée n'est pas le seul péché de Boubou Cisse, on se rappel de l'incendie au ministère des finanaces quand Boubou n'était pas sûr de la reelection de Ibk, ils ont brûlés toutes les preuves de voles, de détournements et de surfacturations. Le Mali se meurt

Drissa B Traore

La disparition présumée des 3.5milliards au ministère de l'économie et des finances restera floue a jamais ?

Issoufou Mahamadou

En cette date du 24 Avril 2019, consacrant la journée de la concorde nationale, je voudrais souhaiter bonne célébration à toutes et à tous. Que ce moment soit pour l'ensemble des nigériennes et nigériens une occasion pour renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale.
Issoufou Mahamadou Compte certifié @IssoufouMhm

Macky Sall

Bonne JournéeMondialeduLivre à toutes et à tous ! L'occasion de saluer la publication prochaine de l'"Histoire Générale du Sénégal, des origines à nos jours", essentielle pour éclairer la Jeunesse sénégalaise du récit authentique de notre passé kebetu
Macky Sall Compte certifié @Macky_Sall

Ashley Leïla MAIGA

Ashley Leïla MAIGA a retweeté Primature du Mali
Mauvais timing pour le PM Boubou Cissé pour rencontrer le président de la Cour suprême, le jour même où le tribunal devait se pencher sur un différend opposant ce dernier au président du patronat sur de présumés actes de #corruption! Mais qui conseille le PM? Mali
Ashley Leïla MAIGA @AshleyLeIaMAIGA

Jigi

Au Centre de santé de référence de Kidal, 400 ex-combattants issus des mouvements signataires de l'Accord de paix au #Mali et désireux d'intégrer les Forces de défense et de sécurité maliennes, vont subir une visite médicale. https://minusma.unmissions.org/ kidal-franchit-une-étape-cruciale-vers-la-finalisation-du-processus-de-ddr- intégration- accélérés-des
Jigi @JigiAfrica

RFI

RDC Félix Tshisekedi est à la tête du pays depuis 3 mois et le 1er ministre n'a toutous pas été nommé. Quel bilan dressent les Congolais de son action? Le changement attendu est-il au rendez-vous? Réactions d'étudiants au de @Flomorice RFImatin Afriquematin
RFI Compte certifié @RFI

Khadija MAÏGA

Ouvrir des bibliothèques dans toutes les écoles publiques du Mali du Nord au Sud pour que nos enfants puissent être armés d'armes qui construisent. Telle est notre ambition. Contactez-nous pour faire vos dons en livres ou fournitures scolaires et faire partie de l'aventure.
Khadija MAÏGA @Khadija_Maiga

« LU SUR LA TOILE »

UE au Mali

La DUE Mali envisage de lancer un marché public portant sur la fourniture de carburant à la pompe au moyen de cartes magnétiques. Les entreprises enregistrées intéressées sont priées de se faire connaître avant le 10 Mai par courriel à delegation-mali-hoa@eeas.europa.eu
L'UE continue de soutenir le Mali dans la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires https://eeas.europa. eu/delegations/mali/61333/communique-de-presse_en ...
UE au Mali Compte certifié @UEauMali

Pierre Buyoya

J'adresse mes sincères remerciements aux Autorités Mauritaniennes pr les secours et les soins médicaux les + attentionnés dt ns avons bénéficiés après notre accident de la route. Nos activités se poursuivent normalement au Collège de la Défense du G5 Sahel.
Pierre Buyoya @PierreBuyoya

Moussa Mara

Sur invitation du Club des Gestionnaires de l'Institut Universitaire de Gestion (IUG), Moussa MARA a animé ce Mardi matin une conférence sur le rôle et la place du Gestionnaire dans l'entreprise. Vague selon... https://www.facebook.com/393873867367703/posts/2237205163034555/ ...
Moussa Mara @MoussaMara2

KONATE Malick

Après le Tribunal, les manifestants se sont dirigés vers le siège du Conseil National du Patronat où M. Mamadou Sinsy COULIBALY a remercié ses défenseurs venus lui soutenir.
KONATE Malick @konate90

Séga DIARRAH

Soutien total à Mamadou Sinsy Coulibaly face à un système judiciaire sinistré devenu un instrument de pression contre les journalistes, une justice exsangue, source du chaos juridique et judiciaire au Mali Corruption
Séga DIARRAH @segadiarrah

Cour Suprême : Le Premier ministre rend visite à la quatrième Institution de la République

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé s'est rendu ce mercredi matin au siège de la Cour Suprême où il a rencontré le président de la dite institution M. Nouhoum TAPILY.
Le Chef du Gouvernement a expliqué à son hôte du jour que l'objectif de sa visite est de solliciter l'accompagnement, les bénédictions et le soutien des membres de la Cour pour relever les défis auxquels le pays est confronté.
Tapily a félicité, au nom des membres de l'auguste Assemblée le Dr Cissé pour sa nomination au poste de Premier ministre.
Le Président de la Cour suprême lui a également fait part de la disponibilité de la quatrième Institution de la République à accompagner le Premier ministre pour la réussite de sa mission à la tête du Gouvernement.

Nafissatou, 22 ans, violée et tuée par son marabout

En vue de son mariage proche, elle a voulu savoir son avenir dans le foyer. Une pratique courante en milieu bambara. Hélas, pour Nafissatou Bagayogo ! Elle ne rentrera plus chez elle. En tout cas, pas vivante. Car, elle a rencontré le destin funeste d'un charlatan qui l'empoisonne puis abuse d'elle, jusqu'à ce que mort s'en suive.
Les faits remontent à jeudi dernier à Ségou. Ils ont été rapportés par plusieurs sources dont la page Facebook Police 24. Nafissatou Bagayogo dans le souci de voir en la prospérité de son mariage proche s'est rendue, en compagnie d'une amie, chez Souleymane Sawadogo, un marabout, à Ségou-Médine. A leur arrivée, le marabout s'entiche de la jeune dame au teint clair rayonnant. Alors, il trouve un stratagème pour faire attendre la camarade hors de la chambre de consultation. Ensuite, il offre une potion à boire à Nafi pour «faire venir les djinns».
Pour une consultation commencée en début d'après-midi, finalement c'est au crépuscule que la camarade finit par s'impatienter et pénètre dans la chambre. Elle y trouve Nafissatou allongée, inerte, sans le marabout. Elle comprend ce qui venait de se passer et se met aussitôt à pousser des cris hystériques. Les voisins accourent de partout, la jeune fille est évacuée à l'hôpital. Rien n'y fit. Elle ne se réveillera plus. Nafissatou Bagayogo qui serait l'homonyme de la célèbre cantatrice Nafi Diabaté, est inhumée, vendredi 12 avril, dans l'après-midi.

Grève des cheminots : 115ème jour de grève de la faim, toujours pas de solution

Les cheminots entament le 115e jour de leur grève de la faim toujours en attente de leurs 7 mois d'arriérés. Le gouvernement sortant avait annoncé le déblocage de 4 mois pour ce mois d'avril. Mais, selon nos informations, l'actuel premier ministre, ministre de l'économie et des finances d'alors, Boubou Cissé aurait finalement décidé, pour des raisons budgétaires, a-t-on appris, à débloquer deux mois seulement. Jusque-là, aucune nouvelle de cette somme.

Lettre de félicitations à Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta pour son choix sur B.C.

En ce moment crucial de notre histoire, nous tenons très respectueusement à adresser cette lettre de félicitations au chef de l'État, pour son choix qui symbolise le début de son autodestruction.
Le remercier pour avoir prouvé par ce choix qu'il n'est pas le seul maître de ses choix. Surtout qu'il a décidé dans cette crise profonde de l'éducation de prouver par un acte sa phrase lors de la crise de 1997 " Si vos enfants n'étudient pas ... nos enfants iront étudier à l'étranger et revenir vous gouverner comme nous gouvernons vos parents"
Par cette nomination, vous confirmez que votre famille en générale et le fiston national, peut à sa guise diriger la primature par procuration via son pot du grin.
Monsieur le Président très contesté et contestable, votre choix est à féliciter car vous confirmez votre *autisme* et l'absence totale de vision.
La Jeunesse Malienne vous félicite une nouvelle pour avoir par ce choix qui confirme toute votre volonté de la nuire en brisant l'avenir de ses quelques rares membres valeureux ou supposés valeureux.
Merci également de choisir une nouvelle fois un homme qui n'a eu aucune gêne de mentir sur un sujet aussi véridique que le *salaire*.
Espérant que notre lettre vous donnera l'envie de remettre votre *démission* immédiate, nous vous prions de bien vouloir vous rappellez des élections de 2013, et de toutes vos promesses.
L'ambassadrice de la Jeunesse Malienne
* Gims De Willson *

Formation du gouvernement : Début des consultations

Après sa prise de fonction hier, le nouveau Premier ministre, Dr Boubou Cissé, s'est immédiatement mis au travail. Il a entamé les consultations dans la perspective de la formation d'un gouvernement de large ouverture, conformément aux instructions du président de la République Ibrahim Boubacar Keïta.
Le nouveau chef du gouvernement a ainsi successivement rencontré ce mardi la majorité présidentielle regroupée au sein de l'alliance «Ensemble pour le Mali» (EPM), le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD), dirigé par le chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, la Coalition des forces patriotiques (COFOP), un autre groupement de l'opposition. Il va certainement consulter d'autres formations politiques et la société civile avant de proposer au chef de l'Etat la liste du gouvernement.
Tout le monde est unanime pour dire que les défis de l'heure (insécurité, conflits intercommunautaires, grève des enseignants, pauvreté, réformes institutionnelles et administratives) exigent non seulement un gouvernement de large ouverture mais aussi de combat. Autrement dit, un gouvernement de mission, prêt à mouiller le maillot pour que les premiers résultats positifs soient réellement sentis par nos compatriotes dans les tout prochains jours.
Comme cela est devenu une tradition dans notre pays, le nouveau patron de la Primature a aussi rendu une visite de courtoisie aux familles fondatrices de Bamako et à l'Assemblée nationale en vue de recueillir leurs conseils et propositions. Aujourd'hui, il poursuivra sa visite dans les autres institutions de la République, à savoir la Cour suprême, la Cour constitutionnelle, la Haute cour de justice, le Haut conseil des collectivités et le Conseil économique, social et culturel.

COMMUNIQUE DE LA PRIMATURE

Il nous a été donné de constater qu'une liste faisant état de la nomination des membres du nouveau gouvernement circule depuis ce jour 24 avril 2019 sur les réseaux sociaux. Nous informons l'opinion qu'aucun décret portant nomination d'un nouveau gouvernement n'a été signé.
Le Premier ministre Dr Boubou CISSE, au lendemain de sa nomination poursuit les consultations des forces vives de la nation, sur instruction du Président de la République, Chef de l'Etat S.E.M Ibrahim Boubacar KEITA.
La liste du gouvernement sera diffusée par voie officielle conformément aux dispositions législatives et réglementaires prévues à cet effet.

Cellule Communication et Relations Publiques de la Primature.

MOBI CASH

TRANSFERT D'ARGENT

Malitel

Proche de vous

MEGA TOMBOLA MOBICASH

Participez en faisant **des transactions de 5000F ou plus**

*offre valable jusqu'au 15 mai 2019

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.officiel

Formation en genre : SIRA sensibilise au concept

Mme Doucouré Bodo Soumaré, Chef Division Scolarité des filles, Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental, réalise la portée de cette formation : « Je sortirais d'ici avec mes compétences renforcées sur les questions de genre. Les enseignants que j'aurais à former, pourront tenir leurs classes de façon équitable avec toutes les couches sociales. Cela va corriger aussi le déséquilibre de scolarisation entre filles et garçons car actuellement les filles abandonnent à cause de certains stéréotypes à l'école, souvent par les enseignants mêmes. Une fois formés aussi, ces derniers vont avoir un esprit d'éthique et de déontologie dans leur profession, ce qui leur montrera que tous les enfants doivent avoir les mêmes chances en classe et ailleurs ». M. Idrissa Doumbia, Division Recherche Pédagogique et Evaluation, Direction Nationale de la Pédagogie, exprime sa satisfaction : « Cette formation de SIRA sur le Genre va davantage favoriser la même égalité de chance de réussite dans les classes, et la prise en charge de tous les enfants par rapport aux différents apprentissages. Nos enseignants auront désormais plus d'arguments pour pratiquer le genre dans les classes, par exemple en tenant compte de l'emplacement de certains types d'enfants afin qu'ils aient la même chance que les autres. Cela peut également booster la fréquentation scolaire. Si l'enfant sait qu'il est traité sur le même pied d'égalité que son camarade, il est encouragé à aller à l'école. Il faudra surtout mettre l'accent sur les filles qui se sentent marginalisées ». M Ousmane Guindo, Responsable de la gestion de changement, Direction Nationale de l'Enseignement Normal, Chargé Administration vie scolaire, estime que cette formation SIRA sur le genre aura le même impact positif sur le terrain tout comme l'amélioration de la lecture – écriture : « C'est une très bonne chose qui aura un grand succès car aujourd'hui on a tendance à intégrer de plus en plus la notion Genre dans toutes les formations initiales, y compris les IFM. Le Genre est une approche qu'on ne saurait ignorer pour l'égalité et l'équité pour tous les enfants dont nous avons la charge. Après cette formation, les enseignants pourront tenir compte du fait que tous les enfants naissent égaux et ont les mêmes droits ». @USAID Mali

Lutte contre la corruption au mali : "Je continuerai ce combat jusqu'à ce que Nouhoum Tapily démissionne", dixit Mamadou S. COULIBALY

Le 14è numéro de l'Espace d'échange citoyens «le Grin», initié par Mohamed Salia Touré, a été accueilli, dimanche dernier, à Médina-Coura, par Boubacar Kalé Traoré, avec comme invité spécial le président du Conseil National du Patronat, Mamadou Sinsy Coulibaly. Au cours de cette entrevue avec la jeunesse, ce dernier a indiqué qu'il continuera la lutte contre la corruption au Mali sous toutes ses formes.

Selon Mohamed Salia Touré, cet espace d'échanges citoyens a été initié pour discuter sur les différents maux du pays et de faire des propositions de solutions. A ses dires, le Grin a invité Mamadou Sinsy Coulibaly pour qu'il échange avec les jeunes de son nouveau combat contre ce qui est devenu aujourd'hui un comportement des cadres de ce pays, à savoir la corruption.

Dans ses propos introductifs, l'invité spécial du jour, Mamadou Sinsy Coulibaly a souligné que tout le monde doit se mettre ensemble pour lutter contre la corruption, » il ne faut pas que la corruption continue de gangréner la société malienne. Si on ne le fait pas maintenant, demain ce sera la guerre civile au Mali.

Selon lui, la corruption se fait au Mali sous toutes ses formes. Aussi, invite-t-il les gens à se lever pour dire » trop c'est trop ». A ses dires, il a été délégué par le Conseil National du Patronat pour mener cette lutte noble, car les entrepreneurs n'en pouvaient plus. Et de préciser : « je suis sûr et certain que je vais réussir ce combat. En plus de ceux des maliens, j'ai des soutiens un peu partout dans le monde qui vont venir m'aider pour qu'on puisse vivre au Mali comme il y a de cela quarante ans, a-t-il martelé.

Par ailleurs, il a invité tout un chacun à soutenir l'État, car c'est nous tous : « le gouvernement malien est pris en otage par la corruption. Il veut faire quelque chose mais c'est difficile. Il faut voir avec l'administration publique ce qu'on peut faire pour sortir de ce fléau. Car, la plaie c'est là-bas, il faut qu'ensemble on trouve une solution idoine », a-t-il suggéré.

Évoquant le cas du président de la Cour suprême, il a indiqué qu'il continuera à mener le combat juste qu'à ce que ce dernier démissionne : « tant qu'il n'aura pas démissionné, je n'arrêterai pas. Il faut qu'il le fasse le plus tôt possible ».

Selon lui, c'est l'avenir de la jeunesse qui est hypothéqué, car, qui parle de développement, parle de la jeunesse. C'est à elle de s'inscrire dans cette lutte car le secteur privé seul ne peut la mener.

Notons que le président du Conseil National du Patronat est sous convocation au tribunal de la Commune IV par Nouhoum Tapily pour outrage à un haut magistrat. A cet effet, lors du Grin, le Pr. Clément Dembélé a invité les jeunes à sortir massivement pour soutenir Mamadou Sinsy Coulibaly.

Application de l'accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali : La phase de rattrapage du processus de DDR accéléré démarre

La phase de rattrapage du processus de désarmement, démobilisation et de réinsertion (DDR) accéléré des groupes armés au sein du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC), a commencé à Gao ce samedi 20 avril 2019.

Cette opération vise à enregistrer 237 éléments du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) et à réexaminer 140 autres qui avaient été jugés inaptes sur le plan médical. Parmi les 237 combattants, 62 sont des retardataires de la première phase et 175 sont les combattants du quota supplémentaire qui se rendront prochainement au MOC de Kidal. « Nous avons commencé cette seconde phase dans des conditions un peu difficile mais nous rendons grâce à Dieu à cause du fait que les parties ont pu accorder leurs violons pour le début des travaux.

La cadence du travail est conforme avec le planning que nous nous sommes fixés de commun accord avec la MINUSMA et la coordination du MOC. Nous souhaitons achever le reliquat du bataillon du MOC de Novembre et entamer le screening des 175 combattants qui devrait être à Kidal mais qui sont cantonnés dans les environs de Gao pour cette opération » a expliqué Boubacar Hangadoumbo Touré, Coordinateur régional de la commission national d'intégration.

Cette opération très minutieuse a démarré à 08 heures dans le camp des combattants du MOC. La sécurisation externe du site est assurée par la Police nationale et le bataillon du MOC. L'accès et la sécurisation interne du camp sont assurés par les Casques bleus de la MINUSMA appuyés par la Police des Nations Unies (UNPOL). Une situation qui rassure les acteurs dont monsieur Hamzata Diallo, Chef régional de la commission nationale DDR à Gao : « Nous estimons honnêtement que les travaux démarrent dans la sérénité. Tout se passe normalement avec la présence des forces de sécurité et de chaque unité qui doit recevoir les combattants pour suivre la procédure du DDR ».

Cette première journée de la phase de rattrapage du processus de désarmement, démobilisation et de réinsertion (DDR) des groupes armés au sein du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC), a pu enregistrer 37 éléments sur 45 prévus.

Toute cette opération est coordonnée par la MINUSMA à travers la section régionale du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion, et de la Réforme du Secteur de la Sécurité (DDR/SSR). Tahir Ali est le chef d'équipe de cette section de la MINUSMA à Gao. Ces collègues et lui travaillent d'arrache-pied pour le succès de cette phase de rattrapage du processus de DDR accéléré dans le cadre de l'exécution du mandat de la MINUSMA.

BUREAU DE LA COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DE L'INFORMATION PUBLIQUE DE LA MINUSMA

Cité ministérielle : Boubou CISSÉ est le choix du seul IBK

L'opinion nationale et internationale peut croire que le choix du nouveau PM du Mali est le fruit d'une large consultation. Il n'en est rien.

Tenant compte de certaines données, les opinions se font souvent certaines idées qui finissent par se cristalliser et devenir ainsi des vérités intangibles. Parfois aussi, ce sont des sources qui distillent volontairement ces idées non fondées dans un but délibéré de manipulation mentale.
Ces fausses impressions, idées et « intox », métamorphosées en « vraies vérités », deviennent ainsi de vraies poisons au sein des communautés. Elles peuvent générer des incompréhensions qui dégénèrent.
Il est donc très important de leur tordre le cou et d'étaler la 'véritable vérité' au grand jour.
Et nous sommes en face d'une telle situation en ce qui concerne la nomination d'un nouveau Premier ministre à la tête d'un nouveau Gouvernement du Mali en remplacement du sortant, Soumeylou Boubeye MAIGA... démissionnaire.
« Boubeye » (comme l'appellent ses concitoyens) ou le Tigre (comme le flattent ses aficionados) a donc « démissionné » (il est permis d'entretenir des doutes sur les conditions de son départ) le jeudi 18 avril 2019. C'est assez tard dans la nuit que les populations du Mali ont appris cette surprise attendue.
Mais, cette démission /expulsion ne vient pas tomber comme un cheveu dans une soupe. Elle vient dans le sillage d'un streaming dramatique d'événements, de mécontentement et de retournements acrobatiques de situation. Au départ, il y a un très fort ressentiment contre le régime en place qui a échoué dans tous les domaines. Si bien que le parti au pouvoir (sans y être vraiment) a commencé à se chuchoter : « Après IBK, c'est nous qui allons payer les pots cassés. Et en plus, le PM nous dépouille de nos élus ».
Pour aller vite, c'est cette peur de l'après IBK qui conduit à la réunion extraordinaire et du BPN du RPM et des députés RPM pour examiner l'opportunité de déposer une motion de censure contre leur gouvernement. Contactés, les élus de l'opposition se disent partants.
C'est ainsi que le 3 avril, la motion de censure est déposée par la majorité (l'Adema se divise) et l'opposition à l'unisson. Le 5 a eu lieu la marche de l'année. La motion devait être votée le vendredi 19 le matin. Des députés étaient prêts à voter contre. Et le peuple de Bamako avait décidé d'aller arbitrer la séance : on sait comment. Ça allait être le vendredi noir de tous les dangers. Sentant le danger, SBM avait demandé que l'on repousse le vote de la motion au mardi 23 : cela prouve qu'il n'était pas dans une logique de démission !

Une machination machiavélique

La requête du PM « Boubeye », celle de repousser les votes au mardi, a rencontré un Niet massif. À partir de ce moment, le PR et son PM étaient face à leur destin. Affronter ou pas la motion et les foules de Bamako sur fond possible de violences à la Burkinabè avant la chute de COMPAORE : telle était la question. Et quelqu'un a décidé du départ de « Boubeye ».
IBK se retrouve seul face à l'échiquier. Il fait lâcher un communiqué qui informe du départ de son PM et surtout de la nomination d'un remplaçant « après une large consultation » avec les forces vives de la nation. Avec cette évocation d'une large consultation, IBK met en place un savant jeu machiavélique : il fait croire aux maliens et aux autres que le nom du prochain PM sortira du chapeau consensuel de ces concertations.
Il se met alors à recevoir les acteurs politiques et autres à tour de bras près d'une semaine. Il donne alors le nom de Boubou CISSE en affirmant, dans un communiqué, qu'il a été choisi après une large consultation.
Ce qui est vrai : IBK a consulté sans arrêt entre le départ de l'ancien et l'arrivée du nouveau.
Mais, l'astuce, le piège, réside dans le fait que les maliens et la communauté internationale vont en déduire de leur côté que « Boubou » n'est pas le choix de IBK mais celui d'un consensus des forces vives de la nation.
Mais, la classe politique ne s'est pas laissée avoir. Et c'est ce que la Plateforme pour le changement de Moussa Sinko COULIBALY, par exemple, a tenu à clarifier dans son communiqué en disant « qu'elle n'a pas été consultée ni directement ni indirectement quant à la nomination d'un premier ministre ».
De son côté, l'URD a écrit dans son communiqué de démentie: « Contrairement au communiqué publié par la Présidence de la République sur la nomination d'un Premier ministre, son président Soumaila CISSE, n'a été ni associé ni consulté à l'occasion de cette nomination ».
Le PM nommé, Boubou CISSE, est celui de IBK et de lui seul. Et il sera seul à en tirer les dividendes. Le contraire est vrai aussi.

AMADOU TALL

Politique : La règle du jeu

La règle du jeu politique est fondée essentiellement sur le respect des dispositions constitutionnelles mais aussi sur la vision et la compréhension qu'a le président de la république de sa mission, au confluent des intrigues politiciennes et des préoccupations de la société civile. De ce point de vue, IBK est resté constant, même si certains de ces choix se sont avérés improductifs et à haut risque pour lui et son régime.

L'évolution de la situation politique au cours de ce mois d'Avril 2019 a permis de lever un coin de voile sur la nature réelle des relations de pouvoir au Mali. En effet, le Premier Ministre démissionnaire Soumeylou Boubèye MAIGA a joué un rôle de premier plan auprès d'IBK de 2013 à ce jour. Fidèle et loyal, il a été l'un des artisans de sa réélection en 2018. Il a fini par devenir un véritable problème pour certains qui ont décidé de le stopper. Ils se sont donc organisés pour cela, avec une attaque à trois têtes. L'attaque frontale est menée par deux leaders religieux charismatiques, en l'occurrence Mahmoud Dicko, président du Haut Conseil Islamique au moment des faits, ainsi que le Chérif de Nioro. Leur motivation ? Des questions d'intérêts sont évoquées. L'opposition politique elle, y a vu une opportunité d'attaquer sur un des flancs pour affaiblir le Président de la République et le Gouvernement. Fidèle à ses habitudes, elle est montée dans cet autre train. La majorité présidentielle dont Boubèye est pourtant membre sera la dernière à entrer en scène, avec une attaque surprise sur l'autre flanc, qui vaut son pesant d'or avec la menace de la motion de censure. Boubèye n'avait-il pas profité de sa position pour aller chasser sur les terres du RPM, récupérant au passage de nombreux élus dans la pure tradition politique malienne ? Le RPM a décidé de sévir et de lui faire rendre gorge. A la guerre comme à la guerre. Cette dernière attaque aura raison de la résistance et du Président IBK et de son Premier Ministre, en même temps qu'elle éloignera Tréta de la Primature.

Le choix de Boubou Cissé pour remplacer Boubèye a été dicté par les circonstances dans lesquelles celui-ci a été contraint à la démission. IBK ne pouvait choisir dans aucun des trois groupes impliqués dans la cabale contre son Premier Ministre, sauf à alimenter une nouvelle fronde des partisans de ce dernier. Boubou Cissé qui fait partie de l'équipe gouvernementale depuis 2013, est un technocrate non marqué politiquement dont le choix s'est imposé tout naturellement, pour calmer la situation en permettant à IBK de continuer à distribuer les cartes. En voulant mettre IBK en difficulté, les uns et les autres ont fini par le mettre dans un confort politique relatif. En effet, Boubèye quitte la scène en restant un acteur et un partenaire stratégique important pour lui. Il ne se sent pas obligé de nommer Tréta à la Primature et il garde la main face à l'opposition politique qui, contre mauvaise fortune fait bon cœur. Si l'on ajoute à cela le fait que Mahmoud Dicko quitte la tête du Haut Conseil Islamique où il est remplacé par Chérif Ousmane Madani Haïdara, un prédicateur très populaire au sein de la communauté musulmane et qui est moins vindicatif, le Président de la République a de quoi retrouver le sommeil.

Comme on veut soumettre IBK à tout prix, combien de temps durera la trêve pour Boubou Cissé? Pourquoi ne pas brouiller définitivement les cartes en provoquant les législatives ? C'est la condition pour rester le maître du jeu.

MAHAMADOU CAMARA
EMAIL : CAMARA.MC.CAMARA@GMAIL.COM

Primature : La difficile mission du nouveau premier ministre Boubou Cissé

Le chef du gouvernement, qui tenait jusque là le portefeuille de l'Économie et des finances, devra en premier lieu apaiser la situation sécuritaire au centre du pays.
Ministre de l'Économie et des finances, Boubou Cissé a été nommé premier ministre le 22 avril 2019. (Photo officielle de la primature malienne).
Le changement de personnalité, avec l'arrivée de Boubou Cissé à la primature, peut sembler radical. Mais préfigure-t-il pour autant une nouvelle orientation politique au Mali ? A la veille du vote d'une motion de censure qui n'aurait pas manqué de l'emporter, Soumeylou Boubèye Maïga s'était évité une humiliation publique en rendant son tablier de premier ministre dans la soirée du 18 avril.
Confronté à la fronde des députés de l'opposition, mais aussi à la défiance des élus du parti présidentiel, le Rassemblement pour le Mali (RPM), en conflit ouvert avec les centrales syndicales et une partie des dignitaires religieux du pays, le « Tigre », comme aiment à le surnommer ses proches, ne pouvait éviter la sanction. Le massacre d'au moins 160 membres de la communauté peule à Ogossagou le 23 mars avait consacré l'échec de son Plan de sécurisation intégrée des régions du centre, où, selon les Nations unies, au moins 600 personnes ont été tuées depuis janvier. Les manifestations de masse qui, le 5 avril, envahirent les rues de Bamako furent le coup de grâce pour celui que nombre d'observateurs imaginent déjà se préparer à la succession du chef de l'Etat en 2023.
Les réseaux français et algériens qu'il cultive, l'entregent dont il fait preuve, le sens de la manœuvre politique de cet ancien journaliste passé par la tête des services de renseignement avant de servir tous les présidents élus depuis la chute de la dictature de Moussa Traoré et de contribuer largement en 2018 à la réélection contestée d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) ne purent servir de protection suffisante. « **La situation sociopolitique était intenable. Le président était dos au mur. Soit il continuait de soutenir son premier ministre et plongeait avec lui, soit il en changeait et sauvait son régime** », explique une source au palais de Koulouba pour situer le niveau d'urgence.
Quatre jours donc après cette démission devenue inévitable, le chef de l'Etat malien a nommé, lundi 22 avril, le ministre sortant de l'Économie et des finances, Boubou Cissé, au poste de premier ministre, avec pour première mission de former un gouvernement de « **large ouverture** ». Une semaine plus tôt, IBK avait assuré, lors d'une allocution radiotélévisée, avoir « **entendu toutes les colères, décodé tous les signaux, compris tous les messages remontant** » du pays.

« Assurer une continuité »

La source à la présidence précédemment citée dément pourtant toute volonté de rupture franche. « **Il fallait assurer une continuité dans la relation avec les partenaires internationaux, le processus de paix et le processus électoral. Boubou Cissé était celui qui avait la plus grande mémoire de tout cela, la meilleure connaissance des dossiers** », relate-t-elle pour justifier le choix porté sur celui qui, dès 2013, année de l'élection d'IBK, fut nommé au ministère de l'industrie et des mines, avant de prendre celui de l'économie et des finances début 2016.

A en croire cette source, le fait que le nouveau premier ministre soit peul et originaire du centre du pays, dans le contexte de tension actuel, n'a pas été déterminant. « **Il est travailleur et apolitique, ce qui peut éviter des guéguerres entre les partis alors que nous avons devant nous une année électorale avec un référendum constitutionnel, des législatives, des régionales et peut-être des sénatoriales, à organiser. Il aurait pu s'appeler Traoré [un nom bambara], cela n'aurait rien changé** », dit-elle pour expliquer cette nomination.
Reste qu'avant même la formation d'un nouveau gouvernement, Boubou Cissé subit ses premières contestations. Certains s'interrogent sur les capacités de cet économiste de 45 ans au profil de technocrate, passé par la Banque mondiale après ses études universitaires en France, à gérer les questions sécuritaires d'un pays qui peine à regagner son autorité dans ses régions du nord et perd progressivement le contrôle de son centre.
Sur le front politique, aucun état de grâce n'est par ailleurs à attendre. Le RPM a mal digéré de se voir une nouvelle fois oublié au moment du choix d'un nouveau premier ministre. Quant à l'opposition, elle ne voit dans ce changement qu'«un coup de com» du pouvoir. « **La présidence tente de le faire croire, mais nous n'avons été ni informé ni consulté », dénonce Soumaïla Cissé, le chef de file de l'opposition, avant de relater sa dernière entrevue avec IBK : « J'ai rencontré le président samedi à sa demande et il ne m'a pas un seul instant parlé du premier ministre. Il m'a demandé de lui envoyer une liste de noms pour entrer au gouvernement. Ce à quoi je lui ai répondu qu'il fallait au préalable un accord politique. Il a promis de me rappeler, mais ne l'a jamais fait** », raconte celui qui était arrivé en seconde position lors de la dernière présidentielle et qui, faute d'alternative, se dit prêt à « donner le bénéfice du doute » au nouveau premier ministre.

ADP-MALIBA : Aliou Boubacar Diallo reprend les rênes de son parti

La semaine dernière, l'information faisait le tour de la presse et des réseaux sociaux que Amadou Thiam n'était plus le président de l'ADP-MALIBA. Elle a été par la suite confirmée le jeudi 18 avril par le Comité exécutif de l'ADP-Maliba.
Le président sortant du parti, l'honorable Amadou Thiam, n'est plus le dirigeant de la formation politique fondée par Aliou Boubacar Diallo. Dans une déclaration collective, les cadres et élus du parti affirment que le Comité exécutif sortant n'a plus aucune légitimité et qu'à ce titre, «il n'est non seulement plus habilité à représenter légalement le parti mais aussi et surtout à l'engager auprès des tierces parties».
C'est pourquoi, les signataires «autorisent le Président d'Honneur et fondateur du parti à gérer l'ADP-Maliba avant le prochain Congrès». Conformément à l'article 27 des statuts permettant la convocation du Congrès par 2/3 des conférences régionales, ils autorisent le président d'honneur à convoquer un Congrès dans les prochains jours.
Aliou Boubacar Diallo devient ainsi le chef d'orchestre de cette formation politique qui avait surpris tout le monde en terminant troisième lors de la dernière élection présidentielle de juillet-août 2018.
Depuis plusieurs semaines, rapporte une source proche du dossier, des bruits couraient sur de multiples tentatives de rapprochement entre l'honorable Amadou Thiam et le Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, qui a fini par rendre sa démission. Est-ce la raison de la disgrâce du président du parti ? Sans répondre à cette question, notre source ajoute : «tout compte fait, la déclaration liminaire met un terme au mandat de l'équipe dirigeante du parti».
Les cadres et élus ont à travers le document voulu préserver l'unité du parti. Une façon de répondre à ceux qui évoquent les risques de scission de la formation politique. Neuf des onze coordinateurs régionaux et six des huit députés ainsi que tous les principaux responsables du parti sont signataires.
Interrogée sur l'absence de la signature des autres, une source affirme que des déclarations de soutien à cette démarche pourraient suivre très rapidement. «Personne ne quittera le parti» assure-t-il.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéïta / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA

Une victime indienne aux usa : Le témoignage d'une victime d'attaque à l'acide devenue mannequin

Reshma Qureshi est une survivante. Attaquée à l'acide par son beau-frère à l'âge de 17 ans, cette Indienne, devenue mannequin malgré l'adversité, témoigne pour lutter contre ces crimes d'honneur.

«Cette attaque a tout gâché dans ma vie. Votre visage est tout dans ce monde, votre visage est considéré comme votre identité la plus importante», raconte Reshma Qureshi dans une interview au Guardian.

Des cicatrices de son visage, la jeune femme a tiré une force. Passionnée par la mode, devenu populaire grâce à ses tutos beauté sur YouTube, elle a même été invitée à défiler à la Fashion week de New York. Elle est depuis devenue le porte-voix de la lutte contre les attaques à l'acide en Inde, et hors des frontières du pays.

«L'homme qui m'a attaqué, il a pensé que cela me ruinerait. 'Elle ne pourra rien faire et elle mourra.' Mais je ne laisserai pas cela se produire. Je ne lui donnerai pas la satisfaction. Je veux lui montrer comment je peux vivre et avancer.»

Plus de 300 attaques de ce type ont été recensées en Inde 2016, selon l'association Acid Survivors Trust International. Si les agressions à l'acide sont punies par une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison, le taux de condamnation demeure faible. «Dans au moins 40% des cas, les assaillants continuent d'être relâchés», explique-t-elle.

«Nos lois [en Inde] sont en fait très bonnes - des lois solides, telles que d'autres pays pourraient tirer des leçons de nos lois. Le problème réside dans la mise en œuvre... Il est très facile d'adopter une loi, mais il est très difficile de la mettre en œuvre»

Aujourd'hui âgée de 19 ans, elle témoigne de toutes les difficultés auxquelles elle a dû faire face dans l'horreur : «Les médecins n'ont pas voulu traiter mes brûlures tant que la police n'avait reçu la plainte. Je suis restée allongée là à crier de douleur, pendant six heures avant que je reçoive de l'aide».

En parlant de son histoire, Reshma Qureshi entend alerter sur les difficultés auxquelles doivent faire face les victimes, aussi bien en matière d'assistance médicale que de soutien juridique.

«Finalement, lorsque le tribunal a entendu mon cas, j'ai été appelé comme témoin, alors que j'étais en train de me faire opérer. Malgré les efforts de mon père, ils ont insisté pour que je sois présente, sinon l'agresseur serait libéré. Est-ce que c'est juste ?». Après des années de batailles juridiques, la justice n'a toujours pas été rendue.

Engagée aux côtés de l'association Make Love Not Scars (Faites l'amour, pas des cicatrices), elle milite pour que la vente libre d'acide soit interdite dans le pays.

L'organisation fournit aux victimes une assistance juridique, un suivi médical et psychologique, des fonds pour l'éducation des enfants mais aussi un toit à ceux qui en ont besoin, comme Reshma. «La prochaine chose que je veux faire c'est de jouer mon propre rôle dans un film».

Abonnez vous à votre
journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations du moment

Grants dans le désert : Le Sahara, l'enfer pour les migrants expulsés d'Algérie

En Algérie, les autorités expulsent les migrants subsahariens vers le Niger et les laissent livrés à eux-mêmes en plein milieu du désert. Témoignages.
La famille Sangaré a échappé de peu à la mort. Comme beaucoup d'autres migrants, Saïd Sangaré, sa femme Fatoumata et leur fils Mohamed se sont retrouvés dans le désert du Niger après avoir été reconduits à la frontière par les autorités algériennes. Par 40 degrés, la famille guinéenne a été abandonnée sans eau et sans nourriture.

Ils doivent leur survie uniquement à une équipe de sauvetage de l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations, qui les a trouvés avant de les emmener dans un centre de transit à Agadez, la plus grande ville du Niger. C'était il y a trois ans. Mais tous les migrants expulsés n'ont pas eu cette chance.
Un tombeau en sable : beaucoup de migrants meurent dans le désert du Niger.

"Ils nous ont tout pris"

Saïd Sangaré, 32 ans, se souvient de cette douloureuse expérience. Dans une interview donnée à l'agence de presse EDP, le Guinéen de 32 ans raconte comment les autorités algériennes sont allés sans prévenir à son domicile pour arrêter sa femme et son bébé de 7 mois, pendant qu'il travaillait sur un chantier de construction à Alger.
La police a forcé la porte et volé quasiment tout ce que la famille possédait, selon Fatoumata Sangaré. La jeune femme de 26 ans explique qu'à part les vêtements qu'ils portaient ce jour-là, ils ne pouvaient rien emporter. "Notre fils n'avait même pas de pantalon sur lui, juste un t-shirt et sa couche", se rappelle Fatoumata. Peu de temps après ce raid, la police s'est rendue sur le chantier qui employait son mari pour l'arrêter à son tour.
"Ils nous ont tout pris", raconte le Guinéen. Même l'argent qu'ils avaient économisé pendant les trois années passées en Algérie, soit presque 5 000 euros. "Mon plan était de démarrer une nouvelle vie avec cet argent dans mon pays."
La famille Sangaré a été emmenée avec d'autres migrants à Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie. Parmi eux, certains auraient été brutalement battus par la gendarmerie locale, explique Saïd.
Tous ont ensuite été déposés sans eau et sans nourriture au "point zéro", un lieu à la frontière avec le Niger, avant d'être forcés à traverser la frontière, parfois sous la menace d'armes. De là, Assamaka, le village le plus proche, se trouve à 15 kilomètres, mais sous la chaleur étouffante du désert, beaucoup ne parviendront pas à l'atteindre.
Janet Kamara, un Libérien également expulsé d'Algérie, a expliqué à l'agence AP en juin 2018, que "des corps de femmes et d'hommes morts gisaient au sol. D'autres se sont perdus dans le désert parce

qu'ils ne connaissaient pas le chemin. J'ai perdu mon fils, mon enfant."
Aliou Kande, un Sénégalais de 18 ans, raconte quant à lui que "certains n'arrivaient pas à continuer. Ils se sont assis et on les a laissés derrière nous. Ils souffraient trop."
Pour le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme des migrants, "les expulsions collectives de l'Algérie vers le Niger sont en totale violation des lois internationales". Felipe González Morales a ainsi appelé l'Algérie "à cesser immédiatement" ces expulsions.
Le gouvernement algérien dément la violence et assure que les migrants sont accueillis à Tamanrasset comme sur cette photo.

"Menace pour la sécurité intérieure"

L'OIM a fini par ouvrir des bureaux dans le village d'Assamaka. Il n'est pas rare que l'organisation accueille plus d'un millier de migrants en même temps.
Lorsque ces pratiques d'expulsions ont été adoptées comme "mesures d'urgence" en 2017, le ministre algérien des Affaires étrangères avait qualifié les migrants subsahariens de "menaces pour la sécurité intérieure" émanant "d'une mafia organisée". Abdelkader Messahel avait également justifié son action en assurant que les expulsions étaient pratiquées par d'autres pays "dont des pays européens".
À ce climat de méfiance, Saïd Sangaré ajoute que les migrants et réfugiés en Algérie sont souvent victimes de racisme. "Dans la rue à Alger, en allant au travail, des enfants jetaient régulièrement des pierres sur nous."
L'OIM a dû construire des locaux supplémentaires à travers le Niger.
25 000 personnes ont été expulsées par l'Algérie vers le Niger en 2018, dont des migrants africains qui disposaient de visas de travail en règle et des réfugiés qui se trouvaient légalement sous protection des autorités algériennes.
Selon l'agence onusienne, en 2018, 15 000 personnes ont eu recours à l'aide de l'OIM pour rentrer dans leurs pays d'origine, soit dix fois plus de personnes qu'en 2015. Selon l'agence AP, la majorité des migrants expulsés vers le Niger viennent du Mali, de Gambie, de Guinée et de Côte d'Ivoire. Par ailleurs, le Niger fait aussi face aux flux de personnes expulsées de Libye.
"On peut dire que le plan de l'Union européenne de limiter le flux de migrants vers l'Afrique du Nord a fonctionné", estime Martin Wyss, chef de l'OIM au Niger et interrogé par l'agence EDP. "Mais cela a ajouté beaucoup de travail à l'OIM, puisque beaucoup de personnes veulent désormais quitter ces endroits du nord de l'Afrique et sont dépendants de notre aide pour rentrer."

Gabon : Après Riyad, Rabat et Londres, Ali Bongo annoncé dans un autre pays

La rumeur ne cesse de courir sur l'Etat de santé réel du président gabonais Ali Bongo. Annoncé à Londres pour de nouveaux soins après une rechute, le président a quitté le Gabon, serait passé par Barcelone avant d'y aller. Mais selon nos informations, une nouvelle destination serait envisagée par ses proches. C'est toujours le flou total sur la santé d'Ali Bongo. Revenu au pays il y a seulement quelques semaines après près de 5 mois passés à l'étranger pour se faire soigner, Ali Bongo ne semble toujours pas s'être remis de son AVC comme l'assurait pourtant le gouvernement. Plusieurs médias, hommes politiques et autres citoyens gabonais s'étaient d'ailleurs interrogés sur cette guérison en un temps record du président après quand même un AVC. Plus tôt ce mois-ci, Ali Bongo a dû à nouveau été évacué vers Londres en Angleterre pour y recevoir de nouveaux soins. ce voyage n'aurait pas été en vol direct car, selon certaines sources, le président ne pouvait pas supporter le temps du vol direct. Il a dû transiter par l'Espagne avant d'atterrir à Londres plus tard.

Toutefois, de nouvelles informations parvenues à Beninwebtv, indiquent que le président serait en passe d'être à nouveau déplacé vers une autre destination européenne. Les sources indiquent que les proches d'Ali Bongo envisageraient de le transférer à Amsterdam en Hollande pour y poursuivre les soins. Une destination qui serait justifiée par la faible communauté gabonaise résidant; ce qui limiterait les fuites d'informations et réduirait le stress tant pour le président malade que pour ses proches et le gouvernement. Victime d'une attaque cardiaque en octobre 2018 en Arabie Saoudite, Ali Bongo a subi les premiers soins à Riyad avant d'être évacué vers Rabat au Maroc où il a passé près de 5 mois de convalescence. Mais, à peine rentré au pays, qu'il fait une rechute et le périple médical a repris.

Beauvais en France : Un lycéen brise la mâchoire de son prof, qui lui demandait d'enlever son bonnet

Dans un contexte déjà fortement marqué par les violences à l'école, et particulièrement contre les professeurs, l'un d'entre eux a été violemment agressé mardi 23 avril par un élève, au lycée professionnel Jean-Baptiste Corot, à Beauvais.

Âgé de 62 ans, l'enseignant avait demandé au jeune homme de retirer son bonnet, raconte le Courrier picard. Face au refus du lycéen, le ton serait monté, et ce dernier aurait donné un coup de poing au visage de son prof.

D'autres enseignants sont alors intervenus pour les séparer, avant que l'élève, majeur, ne soit placé en garde à vue, pour être jugé en comparution immédiate ce mercredi. Et pour cause. La victime a eu la mâchoire fracturée, ce qui lui a valu 15 jours d'ITT.

«Se faire fracasser le visage pour un bonnet, ça n'était jamais arrivé»

Les enseignants du lycée, réputé «difficile» ont exercé leur droit de retrait, en arrêtant de faire cours après l'agression. «On travaille dans un établissement qui connait la violence depuis le début de l'année, qu'elle soit verbale ou physique, mais là on est arrivé à un point de non-retour», expliquait l'un d'eux. «Se faire fracasser le visage pour un bonnet, ça n'était jamais arrivé».

Les affaires de violences envers le corps enseignant se multiplient depuis la rentrée 2018, marquée en octobre par l'agression d'une professeure avec une arme factice à Créteil, qui avait entrainé le mouvement PasDeVague. Dernièrement, l'un d'entre eux s'était suicidé, alors que la mère d'un élève avait porté plainte contre lui, pour avoir fait une égratignure dans le dos de son fils, qu'il avait fait descendre un escalier de force.

DÉCLARATION DE LA PLATEFORME RÉGIONALE MIGRAFRIQUE

Réunis les 10 et 11 avril 2019 à Dakar, à l'occasion de l'atelier de formation sur les migrations mixtes, les recrutements internationaux et la protection des migrants, à destination de la plateforme MIGRAFRIQUE organisée par ICMC-Europe en partenariat avec DIADEM (Diaspora Développement Education Migration) Sénégal et l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations),

Nous acteurs de la société civile du Bénin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Mali, Guinée, Mauritanie, Sénégal et Togo, engagés dans la lutte pour des politiques migratoires qui respectent les droits des migrants,

Considérant le contexte sous régional marqué par les problèmes sécuritaires, liés aux conflits intercommunautaires, des violences armées et le terrorisme,

Considérant le consensus mondial adopté à Marrakech autour du pacte mondial sur la migration ;

Considérant les instruments normatifs relatifs à la libre circulation et le droit de résidence des citoyens de la CEDEAO ;

Considérant que les migrants ont des droits et des devoirs codifiés à travers différents instruments normatifs internationaux, sous régionaux et africains ;

Considérant l'urgence de mener des actions coordonnées de lutte contre la traite, le trafic de migrants en Afrique de l'Ouest en lien avec les migrations irrégulières et le respect des droits des migrants ;

Considérant les nouvelles règles très restrictives d'entrée et de séjour dans les pays de l'OCDE ;

Et

Tenant compte

De l'existence d'autres cadres de gouvernance de la migration tel que le processus de Rabat, des enjeux de la migration et des besoins de développement des pays de départ, et des effets néfastes de la situation vécue par les migrants ouest africains dans différents pays du monde (Golfe).

Du racisme et de la xénophobie en cours en Europe ;

Constatant la place des migrations Sud-Sud plus importante en volume que celles hyper médiatisées vers l'Europe

Rappelant l'importance du droit à la libre circulation et au droit de résidence

Notant avec inquiétude la récurrence de la violation des droits fondamentaux des migrants dans les pays de transit et destination ,

Réaffirmons

L'obligation pour nos Etats de respecter l'application des engagements internationaux de protection des droits des migrants.

La nécessité et l'urgence de trouver des réponses effectives en matière de migration de travail et de protection sociale entre pays du Sud en priorité.

Engageons les états et gouvernements d'adopter sans complaisance des mesures contraignantes pour lutter efficacement contre la traite, le trafic de personnes, tout en assurant le respect des droits des migrants

Décidons

de continuer à lutter pour la dignité des migrants et des politiques migratoires qui s'orientent vers le développement de nos pays.

De poursuivre l'élargissement de nos relations en Afrique et dans le monde tout en consolidant les partenariats existants.

D'une semaine ouest africaine de plaidoyer et d'action sur la traite, le trafic et les migrations irrégulières et les droits des migrants en fin juillet 2019

De renforcer les capacités de nos membres

Fait à Dakar le 11 Avril 2019
La Plateforme MIGRAFRIQUE

Attentats au Sri Lanka : 359 morts selon un nouveau bilan

Plusieurs victimes de l'attaque de Negombo ont été inhumées mardi lors d'une cérémonie commune

Les attaques-suicides de dimanche, revendiquées par Daech, comptent parmi les attentats les plus meurtriers depuis le 11 septembre 2001.

Le bilan des attentats de dimanche au Sri Lanka continue de s'alourdir, à mesure que succombent les blessés les plus grièvement atteints. Il est passé mercredi à 359 morts, selon la police, le nombre des blessés s'élevant à au moins 500. Des chiffres qui placent cette série d'attaques-suicides parmi les actes terroristes les plus meurtriers depuis le 11 septembre 2001.

Une revendication de Daech. Les terroristes ont visé trois églises en pleine messe de Pâques et dans trois hôtels, à Colombo et dans quatre autres localités du pays. Le groupe Etat islamique (EI, ou Daech) a revendiqué les attentats dans un communiqué de son agence de propagande Amaq. Le gouvernement a attribué le bain de sang au mouvement islamiste local National Thowheeth Jama'ath (NTJ), qui ne l'a pas revendiqué.

58 arrestations depuis dimanche. Dans la nuit de mardi à mercredi, les forces de sécurité ont encore arrêté 18 personnes a annoncé la police, s'ajoutant aux 40 interpellées depuis dimanche. « Nous avons mené des opérations dans trois lieux et arrêté 17 suspects », a indiqué un porte-parole, Ruwan Gunasekera. « Un autre suspect a été interpellé dans un autre endroit », a-t-il détaillé.

Une vidéo de propagande diffusée par Daech montre un groupe d'hommes supposés être les kamikazes qui ont frappé dimanche. /REUTERS

« Des liens avec l'étranger ». Mardi soir, le Premier ministre Ranil Wickremesinghe a indiqué que les forces de sécurité « sont d'avis qu'il existe des liens avec l'étranger ». Quant à la revendication de l'Etat islamique, « Nous avons suivi cette affirmation, il y avait des soupçons sur des liens », a-t-il déclaré.

Une ou plusieurs cellules ? Deux des kamikazes, deux frères sri-lankais musulmans d'une trentaine d'années, ont joué un rôle clé dans lesdits attentats.

Mercato : Wilfried Zaha, joueur africain le plus cher de l'histoire ?

L'attaquant ivoirien, Wilfried Zaha, réalise une belle saison sous les couleurs de Crystal Palace, avec déjà huit buts et huit passes décisives en Premier League cette année.

Selon le Daily Express, l'international ivoirien, souhaiterait quitter le club anglais afin d'aller dans une équipe qui disputera la Ligue des champions. Et après Dortmund, qui a déjà montré son intérêt au joueur, deux autres clubs se sont manifestés à savoir le PSG et Tottenham.

Il semblerait que les Parisiens soient les favoris pour faire venir l'attaquant de 26 ans, car ils pourraient lui offrir un juteux salaire, sachant qu'il touche déjà pour l'instant 130 000£ par semaine (environ 150 000 €).

Le PSG serait prêt à débourser 65 M£ (environ 75 M€) pour l'international ivoirien, dont le contrat à Crystal Palace expire en 2023. Il pourrait ainsi devenir le joueur africain le plus cher de l'histoire et battre le record de Cédric Bakambu qui a été recruté par le Beijing Guoan pour 74 millions d'euros

PSG, Real Madrid… Paul Pogba (Manchester United) cherche la sortie : Paul Pogba, le milieu de terrain français de Manchester United, aurait émis le souhait de changer d'air, a-t-on appris dans les colonnes de L'Equipe

Avec la prise de pouvoir d'Ole Gunnar Solskjaer, le successeur de José Mourinho, on aurait pu penser que Paul Pogba (26 ans) était parti pour prolonger l'aventure avec Manchester United, mais on se dirigerait bel et bien vers un départ lors du Mercato d'été. Selon les informations de nos confrères de L'Equipe, le milieu de terrain international français serait à la recherche d'un nouveau défi pour la saison prochaine. Lié jusqu'en juin 2021 avec les Red Devils (+ une année supplémentaire en option), le champion du monde 2018 aurait fait part de sa lassitude et de son envie d'ailleurs à certains coéquipiers.

Zidane : "Pogba, c'est un joueur vraiment différent"

Alors qu'un retour à la Juventus Turin ne serait pas à l'ordre du jour, Paul Pogba ne devrait pas être retenu en cas d'offre significative de la part du Real Madrid de Zinédine Zidane, qui devrait bénéficier d'une enveloppe XXL pour la prochaine période de mutations (de l'ordre de 500 M€). « Je le connais personnellement, c'est un joueur vraiment différent, a récemment expliqué le coach des Merengue en conférence de presse. Peu de joueurs apportent autant que lui. Il y a des milieux qui savent défendre, d'autres qui savent attaquer, des attaquants qui savent défendre… Lui, il sait tout faire. J'aime beaucoup le joueur. Ce n'est pas nouveau. »

Manchester United vendeur avant que ce ne soit trop tard?

En contacts très avancés avec Eden Hazard (28 ans, Chelsea), La Maison Blanche pourrait donc essayer de faire coup double avec le Tricolore, qui resterait aussi suivi par Paris. Après avoir versé 105 M€ pour le recruter en août 2016, les dirigeants Mancuniens ne devraient visiblement pas s'opposer au départ du natif de Lagny-sur-Marne cet été, sa cote étant susceptible de baisser en cas de permanence aux côtés des coéquipiers de David De Gea. Auteur de treize buts et neuf assists cette saison en Premier League, le protégé de Mino Raiola pourrait permettre de renflouer les caisses après les fiascos réalisés avec le Brésilien Fred (59 M€) et le Chilien Sanchez (34 M€), Romelu Lukaku étant aussi susceptibles de bouger au bon prix. Compte tenu de l'arrivée de Frenkie de Jong au Barça, Paul Pogba disposerait aujourd'hui de deux portes de sortie crédibles avec le PSG et le Real, deux écuries avec les moyens (sportifs et financiers) de l'attirer. Avis aux amateurs…

« HOROSCOPE »

Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait qu'un souci avec un collègue ou un fournisseur prenne des proportions inattendues et que vous vous posiez beaucoup de questions. Vous trouverez une solution futée pour que tout revienne dans l'ordre, du moins pendant quelques heures.
Vos finances, ce sera compliqué et simple à la fois. Simple, parce que vous aurez moins de soucis de ce côté-là. Pas évident, car vous aurez des projets qui vous demanderont d'être certain de pouvoir investir en honorant un crédit sur le long terme.

Taureau (20 avril- 19 mai)

On vous recherche et apprécie vos compétences et votre humanité. Il est possible qu'une proposition très imprévue survienne et vous apporte une chance de vivre une activité plus plaisante. Cette prise de poste pourrait se faire sans que vous soyez prêt.
Des coups de coeur restent possibles au sujet d'articles de décoration ou de produits pour faire plaisir à vos proches. Une dépense incongrue pourrait surgir comme un cheveu sur la soupe suite à un achat inattendu tandis que la culpabilité guette.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Plus efficace, vous serez sur tous les fronts. Il faut dire que vous saurez analyser les situations d'un seul coup d'oeil et vous adapter immédiatement. Pragmatique, vous allez droit au but, sans détour, quitte à heurter quelques susceptibilités au passage.
Un imprévu désagréable vous obligera à mettre le nez dans vos comptes. Vous n'aviez pas anticipé une telle dépense et devrez revoir intégralement votre budget pour l'honorer. Voyez quelles dépenses secondaires peuvent attendre le mois prochain.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous aurez besoin de beaucoup de soutien. Quel que soit le domaine de vos activités, vous devrez faire preuve d'acharnement. Vous évoluerez difficilement, car on vous mettra des bâtons dans les roues. Ne vous découragez pas pour une simple erreur.
Sous ce ciel Taureau, vous aurez une tendance à la dépense pour mettre un coup de neuf à votre home. Mais comme vous aurez de quoi vous offrir ce qui vous fera plaisir, vous ne chipoterez pas sur certains produits qui seront fiables dans le temps.

Lion (22 juillet - 23 août)

On vous sollicitera de tous côtés et vous devrez être multitâches. Comme vous ne parviendrez pas à être partout, cela vous désespérera, car cela vous renverra à l'impression de ne pas être à la hauteur. Vous devrez accepter de ne pas être superman.
Vous ne manquerez pas de clairvoyance, mais vous aurez tellement envie de croire en votre bonne fortune que vous serez tenté de vous investir dans ce projet financier. En écoutant votre intuition, vous parviendrez à refuser d'investir vos euros.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Une activité ancienne prend fin et vous retrouvez plus d'aisance dans vos tâches. Une négociation d'un meilleur poste pourrait être en pourparlers. La journée s'annonce satisfaisante avec l'appui d'un ou de plusieurs collègues qui croient en vous.
Il y a peu de dépenses. La gestion financière est bien tenue et la stabilité de la situation vous apporte une sérénité. L'un de vos proches peut cependant vouloir se mêler de vos affaires, ce qui vous déplaît. Dites-le avec tact pour limiter les heurts.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous ne saurez pas dire non et ce sont les collègues qui vont en profiter ! À vous les dossiers rébarbatifs, les tâches désagréables et le retard à rattraper. Rendre service oui, mais ce n'est pas une excuse pour ne pas exposer vos idées pour étendre votre activité.
Neptune et la Lune ne seront pas de votre côté aujourd'hui. Évitez de signer un contrat, de faire un achat de taille ou de vous engager de quelque façon, vous n'aurez pas tous les éléments en main pour savoir vraiment où vous mettez les pieds.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mercure en Bélier pourrait nuire à votre concentration ou vous faire travailler dans la précipitation. N'hésitez pas à faire une relecture de vos dossiers ou à vérifier vos tâches, car vous ne serez pas à l'abri d'une erreur ou d'un oubli important.
Face à ce retard d'argent, vous commencerez à vous organiser afin de mieux répartir votre budget. Vous aurez le droit à une belle surprise, car cette somme tombera sur votre compte, sans que l'on vous prévienne. Cela vous laissera le temps de voir venir.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Paradoxalement, vous avez beaucoup donné de vous ces derniers temps au travail, sans en récolter grand-chose. Vous parviendrez désormais à mieux rentabiliser vos efforts. Cela vous permettra d'agir avec plus d'efficacité et beaucoup de réussite.
Vous aurez davantage de facilité que de bénéfices importants. Jupiter vous donnera les moyens de recourir au système D pour augmenter vos revenus. Vous explorerez toutes sortes de pistes, lucratives pour la plupart. Vous aurez aussi de l'aide.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Il ne vous reste qu'à suivre vos fonctions et continuer de travailler dans ces conditions. Elles pourraient être rendues moins faciles à cause de l'ambiance professionnelle qui règne. Des rivalités et un esprit de compétition se font sentir et vous stressent.
Votre trésorerie est comptée pour réfléchir à un moyen de dépenser dans les distractions. Rien ne vous échappe et vous tenez à anticiper pour l'avenir. Votre naturel revient au galop, vous êtes prudent dans toutes les dépenses et tentez de les reculer.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre persévérance va enfin payer. Il était temps ! Vous verrez vos qualités professionnelles reconnues et une promotion sera proposée. Avant de vous décider, prenez le temps de décortiquer ce poste avec votre chef, histoire de voir s'il vous correspond réellement. Vous refuserez d'écouter les conseils de prudence de vos proches et vous vous risquerez à boursicoter, persuadé de décrocher le pompon. Méfiez-vous, vous voudrez suivre les conseils de personnes peu scrupuleuses et vous allez y laisser vos économies.

Poisson (19 février - 21 mars)

Sur l'échiquier, la situation semblera vous donner l'avantage. Mais vous n'aurez pas la main pour avancer vos pions. Il vous faudra patienter, parce qu'il sera lent et difficile de faire bouger les choses comme les esprits. Votre persévérance payera.
Si vous avez un gros projet qui demandera pas mal d'investissement financier, mieux vaudra attendre encore un peu. Il aura toutes les chances de se réaliser. Avec Uranus en Taureau, mieux il sera préparé, plus il sera solide et durable matériellement.

Orabank

un partenaire à votre écoute

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net